

SOLIDARITÉ AVEC LES SYNDICALISTES DOUANIERS EN GRÈVE DE LA FAIM

«L'État doit agir avant la décomposition totale de notre secteur»

L'esplanade de la Centrale syndicale UGTA était pleine de monde hier. Pour cause, des dizaines de douaniers, tous grades confondus, s'y sont rassemblés en solidarité avec les treize douaniers en grève de la faim depuis six jours.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La solidarité syndicale était hier au rendez-vous au siège de l'UGTA. Les dizaines de douaniers, venus notamment de la wilaya d'Alger et de l'intérieur du pays, ont tenu à exprimer leur «entière solidarité» avec leurs collègues et représentants syndicaux «dans la lutte qu'ils mènent depuis quelque temps».

Les douaniers protestataires, qui ont entamé hier leur sixième jour de grève de la faim, sont déterminés à aller au bout de leurs revendications «quitte à subir les conséquences sur notre santé». L'un d'eux, souffrant de problèmes diabétiques et cardiovasculaires, a été évacué avant-hier à minuit au CHU Mustapha. Cela étant, la

journée de soutien aux syndicalisés grévistes a été un succès total.

Les grévistes de la faim, confortés par cet «important élan de solidarité exprimé par nos collègues», ont affiché détermination et conviction pour «aller au bout de nos revendications et celles des travailleurs que nous représentons». «Notre cause qui est la vôtre est juste et ne souffre aucune ambiguïté.

Le recours à la grève de la faim était le seul moyen pour faire entendre notre voix et celle de nos mandants. Nous réitérons nos revendications et nous disons que l'institution à laquelle nous appartenons est en danger.

Elle a entamé son processus de décomposition, d'où notre appel aux hautes



Photo : Samir Sid

autorités du pays pour agir et éviter son éclatement», a indiqué Kamel Ramdani, un des grévistes de la faim et membre du bureau fédéral de la Fédération des douanes affiliée à l'UGTA.

Un autre douanier a sollicité l'intervention du premier responsable de l'insti-

tution douanière «pour mettre fin à la hogra et à toutes formes d'intimidation et de harcèlement à l'encontre des douaniers avec la complicité du SG de la Fédération des douanes». «Nous avons toujours appelé au dialogue et nous n'avons jamais fermé les

portes de la négociation. Mais on n'acceptera jamais le mépris et la hogra. Que justice soit rendue», a-t-il ajouté.

Lors du rassemblement, les grévistes de la faim ont réitéré leur attachement à l'UGTA, à sa tête son secrétaire général, tout en

rendant un vibrant hommage «aux valeureux syndicalistes morts pour que l'Algérie soit libre, indépendante, républicaine et démocratique, à l'image de Aïssat Idir et Abdelhak Benhamouda».

Les syndicalistes grévistes, venus d'Alger, de Ouargla, d'Oran et de Boumerdès, comptent tirer la sonnette d'alarme sur les «maux» qui gangrènent ce secteur stratégique qui a souvent fait l'objet de nombreux scandales rapportés par la presse nationale.

«Au lieu de se mettre autour d'une table de négociation, le directeur général se fait assister par le secrétaire général de la FNTD pour poignarder le syndicat et les douaniers», nous dit-on. Et d'ajouter : «Le terrorisme administratif et l'opportunisme syndical s'associent pour suspendre arbitrairement des syndicalistes pour leurs activités syndicales.»

A. B.

BÉJAÏA

Les retraités menacent d'occuper la rue

Le Conseil de wilaya des retraités de Béjaïa, nouvellement créé, est monté hier au créneau, à l'occasion d'un point de presse organisé au siège du Snapap, et a menacé d'«occuper» la rue si les pouvoirs publics persistent dans leur attitude de «mépris» à l'égard des retraités.

Le nouveau Conseil de wilaya des retraités de Béjaïa, affilié au Snapap, qui compte quelque 200 adhérents, affilié au Snapap, prépare activement son congrès régional qui aura lieu «très prochainement», indique-t-on.

«Sidi Saïd, Ouyahia et Louh se rejettent la balle. Au terme de la dernière tripartite, le patron de l'UGTA a annoncé une revalorisation des pensions des retraités de l'ordre de 45%.

Le lendemain, Ouyahia, qui dément l'information, a parlé de la mise en place d'une commission technique pour se pencher sur la question et chercher un mode de financement. Lequel des deux responsables faut-il croire ? Il nous ont tous trahis», fulmine R. Rezgui, membre du Conseil de wilaya des retraités de Béjaïa.

A. Aârouf, un autre membre du même conseil de wilaya, a, de son côté, énuméré les revendications des retraités, notamment «la revalorisation des pensions et leur augmentation d'une manière cyclique jusqu'à atteindre 40 000 DA, le relèvement de l'indemnité de la femme au foyer à 5 000 DA, l'actualisation des tarifs des consultations médicales et examens médicaux spéciaux, l'abrogation de l'article 87 bis et la suppression de l'IRG».

Le représentant des retraités

de Béjaïa, qui estime que les retraités sont devenus «des orphelins dans ce pays», n'a pas manqué de tirer à boulets rouges sur le secrétariat de wilaya de l'UGTA.

«Nous retirons notre confiance au secrétariat de wilaya UGTA», a-t-il déclaré. Pour le conférencier, les moyens financiers existent pour revaloriser les pensions des retraités, à l'image des salaires des députés et autres cadres de l'Etat.

«Les retraités veulent vivre

dignement», s'est exclamé le syndicaliste, tout en réaffirmant la ferme détermination des retraités à «occuper indéfiniment la rue avec leurs enfants si leurs revendications ne sont pas prises en charge».

Intervenant lors du point de presse, le président du Conseil national du secteur des communes, affilié au Snapap, Ali Yahia, a annoncé qu'un conseil national du secteur des retraités sera incessamment mis en place.

«Les retraités auront une autre structure syndicale dont les membres seront élus démocratiquement. Cela mettra un terme au monopole de l'UGTA par le biais de la FNTR», a-t-il soutenu.

A. K.



Photo : Samir Sid

MATIÈRES PREMIÈRES

Le secteur public a du mal à s'approvisionner

Une enquête d'opinion réalisée par l'Office national des statistiques (ONS) auprès des chefs d'entreprises industrielles, au deuxième trimestre 2011, a révélé que près de 56 % des chefs d'entreprises publiques n'arrivent pas à s'approvisionner suffisamment en matières premières.

Selon l'enquête, qui a concerné 340 entreprises publiques et 400 privées, plus de 52% du potentiel de production du secteur public a enregistré des ruptures de stocks, causant des arrêts de travail de plus de 10 jours pour la plupart des entreprises concernées.

La même enquête a levé le voile sur plusieurs carences dans le secteur public. Ainsi, seulement 16% des chefs d'entreprise ont déclaré avoir satisfait toutes les commandes

reçues contre 97% du secteur privé. Conséquence : 93% des industriels publics contre 51% du privé ont affirmé avoir des stocks de produits fabriqués.

Le secteur public va visiblement de mal en pis. Il voit ainsi son effectif se réduire de plus en plus, soit en raison des départs à la retraite, soit à cause des départs volontaires, justifie-t-on. Le même secteur a révélé que plus de 13% du potentiel de sa production a enregistré des arrêts de travail, inférieurs à 6 jours, en raison de conflit social.

Ce n'est pas l'embellie non plus du côté de la situation de la trésorerie. 51% du potentiel de production du secteur public et 66% du privé ont recouru à des crédits bancaires dont plus de 10% pour les premiers et 9% pour les derniers. Ils ont avoué avoir des difficultés à les contracter. D'après la même enquête, cela

ne va pas non plus du côté des équipements pour le secteur public.

Ce dernier reconnaît que plus de 71% du potentiel de production a eu des pannes contre 35% du côté du privé, ce qui a engendré des arrêts de travail de plus de 13 jours. Au moment où le secteur privé révèle qu'il a eu recours à l'extension et au renouvellement de ses équipements, du côté du secteur public, l'on s'est suffi de réparer la panne.

Par ailleurs, les chefs d'entreprise des deux secteurs prévoient pour le prochain trimestre, et par rapport au précédent, des hausses pour la demande et les effectifs, une stabilité des prix de vente. La production connaîtra une hausse, selon les industriels publics, contrairement aux chefs d'entreprises privées qui prévoient une légère baisse.

S. A.